

La bataille du burqini : «Islamophobie», «impérialisme culturel» ou laïcité ?

La décision prise par quelques maires d'interdire le burqini en France a mis la question du voile sur le devant de la scène. Les discussions et les débats autour de ce problème, quelles que soient les positions politiques des participants, à la fois dans les principaux médias et sur les réseaux sociaux, sont trop souvent fondés sur de fausses prémisses. Les défenseurs des arrêtés municipaux invoquent les «valeurs de la laïcité», les «valeurs françaises» ou la question de la «sécurité». Les opposants à ces arrêtés fondent principalement leur argumentation sur la dénonciation de l'«islamophobie» et de l'«impérialisme culturel». Les thèmes des droits des femmes, de l'égalité et de la liberté sont également abordés, mais comme des questions secondaires. Je crois que ces prémisses sont fausses et ne permettent pas de défendre une position progressiste qui prenne en considération le respect des droits civils, rejette les discriminations entre les citoyens et défende les droits des femmes. Dans cet article, j'essaierai de traiter ces questions et de présenter les fondements d'une position progressiste et égalitaire.

Le voile

Le voile se présente sous différentes formes : foulard, voile intégral (tchador), burqa, niqab et la nouvelle tenue à la mode : le burqini. Au cours des quatre dernières décennies, les mouvements islamiques ont essayé de toutes leurs forces de répandre le voile dans toutes les sociétés régies par l'islam et dans les communautés «musulmanes». Le voile est devenu le drapeau des mouvements islamiques. Chaque fois que les islamistes prennent le pouvoir dans un endroit, ils forcent les femmes à porter le voile et punissent sévèrement celles qui refusent de leur obéir.

Après la défaite de la révolution de 1979, l'Iran a été le premier pays où le voile est devenu un important sujet de conflit et de contestation pour le mouvement de libération des femmes, et pour les tendances de gauche et anti-islamistes dans l'ensemble de la société. Pourtant, trente-sept ans plus tard, la question du voile est encore fondamentale à la fois pour le régime islamique et pour le mouvement de libération des femmes. Chaque année, le régime islamique déchaîne ses forces brutales contre les femmes, et celles-ci refusent de se voiler comme le régime le leur prescrit. En effet, l'évolution et les innovations constantes dans la «mode» du voile imaginées par les Iraniennes constituent une forme efficace de protestation qui ridiculise le voile islamique et témoigne de l'échec des tentatives du régime de soumettre les femmes et de les plonger dans les ténèbres.

Maintenant, après le coup d'état en Turquie [après le 15 juillet 2016], nous observons que le même processus se met en place.

Si le voile est l'étendard des mouvements islamiques réactionnaires, il est aussi le symbole et l'instrument de l'oppression des femmes. Tous les progressistes et les mouvements de gauche doivent comprendre sa signification réelle et s'y opposer. Cependant, notre opposition au port du voile signifie-t-elle que nous devrions l'interdire ou défendre la loi qui l'interdit ?

Combats juridiques et combats politiques

La lutte contre le voile est susceptible de prendre deux formes principales : politiques et juridiques. Même si nous ne rejetons pas complètement les moyens juridiques, le combat politique doit être notre principal moyen de nous opposer au voile. Se focaliser sur la lutte juridique est en effet destructeur et généralement voué à l'échec. D'autre part, rejeter totalement les combats juridiques est erroné car cela conduit à ignorer le rôle du droit et du pouvoir politique dans la mise en œuvre des changements sociaux progressistes. Examinons maintenant ces points plus en détail.

Par exemple, l'interdiction du port du voile pour les mineures est un aspect essentiel de la protection des droits des enfants. Ainsi, quand il s'agit de protéger les enfants contre les abus et les violences des adultes, le pouvoir juridique joue un rôle décisif. L'intervention de la loi permet de reconnaître le rôle oppressif du voile et de souligner qu'il sert à opprimer les femmes. En soutenant l'interdiction du port du voile pour les mineures, nous essayons de diminuer l'impact nocif du voile en particulier, et de la religion en général, sur les enfants. C'est pour nous une étape importante vers la protection des enfants contre tous les mauvais traitements.

Nous ne devons pas hésiter à exprimer notre point de vue sur le voile, de peur d'être assimilés à des racistes, ou accusés de violer la liberté de croyance¹ ou la liberté d'expression. Respecter inconditionnellement la liberté

¹ La Constitution française de 1958 «respecte toutes les croyances» **et non** toutes les religions. Bien que ce texte ait été rédigé par des réactionnaires, ce terme est particulièrement bien choisi, puisqu'il désacralise sans le vouloir les religions... C'est pourquoi j'ai traduit *freedom of religion*, terme utilisé par l'auteure, par liberté de croyance et non par liberté de religion. Il est à noter que les défenseurs des religions, c'est-à-dire la plupart des

d'expression ou la liberté de croyance ne signifie pas respecter les croyances elles-mêmes, ni leur contenu et leur forme d'expression. En tant que progressistes de gauche, communistes, partisans de la liberté et de l'égalité, nous devons respecter le droit de tout individu à croire en n'importe quelle religion et à la pratiquer, mais nous n'avons pas à respecter les religions ou les croyances qui rejettent l'égalité et la liberté des femmes, propagent et renforcent des superstitions, violent les droits des enfants, etc.

Cependant, en ce qui concerne les femmes adultes, elles doivent être libres de choisir de porter, ou pas, le voile. Sur ce point, nous respectons leur droit à la liberté de croyance et d'expression. Il est vrai que, dans certaines situations, elles sont obligées de porter le voile, mais, en imposant une interdiction générale du voile afin d'aider celles qui sont contraintes de le porter, nous risquons de créer une diversion dans notre lutte pour les droits des femmes et contre la misogynie et le rôle destructeur de la religion.

Il nous faut également tenir compte du fait que, durant les dernières décennies, en l'absence d'un mouvement marxiste et d'un mouvement de gauche puissants, capables de prendre une position ferme contre les deux pôles du terrorisme, à savoir le terrorisme d'Etat et le terrorisme islamique, et de mobiliser le troisième pôle, les islamistes ont réussi à présenter leur lutte contre le terrorisme d'Etat comme une lutte «anti-impérialiste». L'agression brutale contre l'Irak en 2003, l'expansion constante d'Israël dans les territoires occupés et sa brutalité contre les Palestiniens ; puis, récemment, l'intervention de l'OTAN en Libye qui a porté au pouvoir des islamistes tribaux, les bombardements de la Syrie ainsi que les discriminations croissantes contre les musulmans et leur stigmatisation en Occident ont conduit de nombreuses femmes dans les communautés musulmanes à porter le voile pour exprimer leur opposition politique et protester contre les puissances occidentales et Israël. Ce choix politique ne devrait pas et ne peut pas être traité par des moyens légaux, juridiques. Toute répression de cette liberté ne peut que provoquer une réaction politique qui aura des effets négatifs. Définir et mettre en œuvre une solution alternative progressiste est la seule attitude positive et efficace face à ce problème.

«Impérialisme culturel» ?

Cet argument repose sur un concept totalement faux. Il a longtemps été utilisé par les mouvements nationalistes des pays en développement pour faire taire les mouvements progressistes de gauche. La lutte contre le colonialisme a été étendue aux domaines de la culture et des valeurs politiques nées en Occident. Par exemple, dans de nombreuses anciennes colonies et dans les pays régis par l'islam, les droits et la liberté des femmes sont identifiés comme des manifestations de l'impérialisme culturel occidental. De nombreuses tendances populistes de gauche soutiennent également cette attaque réactionnaire contre la liberté et l'égalité, ou ont défendu (ou excusé) les mouvements nationalistes réactionnaire, ou islamistes.

En Iran, le mouvement de libération des femmes a d'abord été principalement attaqué sous cet angle idéologique. Le régime islamique a essayé d'imposer à la société iranienne le voile, les règles et les traditions complètement misogynes de l'apartheid entre les sexes en dénonçant les droits des femmes comme une expression de l'impérialisme culturel occidental. La gauche populiste a été désarmée face à cette attaque idéologique, dans la mesure où, elle aussi, considérait l'adhésion à de prétendues «valeurs occidentales» comme une capitulation face à cet «impérialisme culturel». Par conséquent, le mouvement de libération des femmes en Iran a dû se battre à la fois contre l'imposition forcée du port du voile ainsi que des lois et des traditions islamiques hostiles aux femmes, mais aussi contre la gauche populiste. Les communistes-ouvriers ont réussi à discréditer ces falsifications et ces distorsions idéologiques. Par conséquent on n'entend plus ce genre d'arguments au sein de la gauche iranienne et au sein du mouvement de libération des femmes en Iran depuis longtemps.

Toutefois, ce point de vue est bien vivant et répandu au sein de la gauche internationale, en particulier la gauche nationaliste-populiste des pays en développement. Au cours de la dernière semaine, ce concept est apparu souvent dans les textes des opposants à l'interdiction du burqini en France. A ce sujet, il faut rappeler un exemple historique très révélateur : celui de la présence dominante du thème de «l'impérialisme culturel» dans des discours semblables en Algérie, où, après la fin de la guerre d'indépendance, la situation des femmes s'est considérablement détériorée dans la société algérienne et les valeurs et les traditions islamiques ont pris le dessus.

Islamophobie ?

Il s'agit d'un autre concept idéologique erroné, apparu au cours de la dernière décennie, et qui a eu un effet négatif et réactionnaire sur notre lutte pour l'égalité et la liberté des femmes et pour des valeurs progressistes. Qu'est-ce que l'islamophobie ? Eprouver une phobie contre l'Islam. Est-ce mal, raciste ou discriminatoire d'avoir peur de l'islam et des mouvements islamiques ? A mon avis NON. Si l'on se méfie de toutes les religions, y compris de l'islam, ou si l'on se sent menacé par l'expansion de l'islam ou de n'importe quelle religion dans la société, cela est tout à fait justifié. La religion a été l'un des principaux moyens de propagation de la haine, de la guerre et du meurtre dans le monde à travers l'histoire. La religion et le nationalisme sont les deux principales idéologies responsables de l'assassinat et de la torture de millions et des millions de personnes. Il est impossible d'approuver les interprétations de l'islam fournies par le régime islamique, Al Qaeda, les talibans, ou l'Etat islamique. Au cours des quatre dernières décennies, de nombreux mouvements brutaux, inhumains, réactionnaires et misogynes se sont construits en utilisant l'idéologie islamique.

gauchistes, des postmodernes et des multiculturalistes confondent sciemment libertés de croyance, de religion et de conscience (*Note du traducteur*).

Compte tenu de tous ces aspects, il est absolument justifié de craindre l'islam et les mouvements islamiques. Par conséquent, le terme d'islamophobie ne contribue absolument pas à lutter contre le racisme et la discrimination ; il nuit à ce combat et a un effet négatif. Il s'agit d'une méthode d'intimidation pour essayer de faire taire celles et ceux qui critiquent l'islam.

De la même façon, l'Etat d'Israël et ses défenseurs utilisent l'accusation d'antisémitisme pour intimider et faire taire celles et ceux qui critiquent ses mesures et ses pratiques brutales et oppressives. Ils ont réussi à créer un obstacle important pour le mouvement en faveur des droits des Palestiniens.

Peut-on employer des termes comme ceux de «judéophobie» ou «christianophobie» aujourd'hui ? Si ces notions vous semblent bizarres ou erronées, alors c'est aussi le cas du terme d'islamophobie.

D'un autre côté, on ne peut pas nier qu'il existe des discriminations et un racisme très répandus contre les musulmans. Comment résoudre ce problème?

Eh bien, tout simplement en dénonçant les discriminations contre les musulmans sans avoir recours au concept d'islamophobie. Ce dernier ne désigne pas les discriminations contre les musulmans, et il a de nombreuses implications différentes, trompeuses et dangereuses. Ce terme est utilisé par les mouvements islamistes pour faire taire les personnes qui critiquent l'islam et les mouvements islamiques, en prenant en otage les gens décents qui se livrent à ces critiques. Il s'agit d'une méthode de chantage et d'intimidation.

Laïcité

Les défenseurs de l'interdiction du burkini invoquent la défense du sécularisme (en français de la *laïcité*, terme qui a des implications juridiques plus larges que le «sécularisme» dans un contexte non français). Cependant, ces deux termes signifient politiquement la séparation totale entre les religions et l'Etat, à savoir

- l'Etat ne doit pas être religieux ;
- il ne doit pas défendre une religion particulière ;
- les systèmes judiciaires et juridiques doivent être séparés des religions ;
- dans un pays laïque, il ne doit pas exister une religion nationale ;
- et les citoyens d'un pays ne doivent pas être identifiés par leur religion.

Cela me semble être le sens le plus large et le plus inclusif des deux termes de sécularisme et de laïcité.

Toutefois, cela n'implique aucune restriction à la liberté de croyance aussi longtemps que cette liberté n'impose pas des restrictions ou des abus contre d'autres personnes. Cette définition permet de défendre l'interdiction du voile pour les mineures, dans la fonction publique et au sein des écoles, mais pas l'interdiction du voile que portent des femmes adultes dans des espaces publics. Recourir aux valeurs de la laïcité pour interdire le burkini sur les plages c'est étendre beaucoup trop le sens et le domaine d'application de ce concept.

Les valeurs nationalistes

Manuel Valls a déclaré que le voile, ou dans ce cas le burkini, violerait des «valeurs françaises». Nous avons affaire là à un argument nationaliste qui doit être rejeté et discrédité par les mouvements progressistes et par la gauche. Le Premier ministre français a affirmé en outre que le burkini serait un choix politique. Il est vrai que, pour beaucoup de femmes, c'est le cas, néanmoins, l'Etat n'a pas le droit de supprimer ce choix. Malheureusement, la guerre des terroristes a créé une situation dans laquelle les mouvements réactionnaires extrémistes dominent le discours politique et social. De nombreux droits civils ont été éliminés par les Etats occidentaux sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Les terroristes d'Etat ont lancé une guerre brutale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en commettant des atrocités terribles et, en même temps, ils ont aboli de nombreux droits civils en Occident et imposé le contrôle de la police sur la vie des gens. La France vit sous un état de siège officiel sous prétexte de la menace d'attentats terroristes. Nous avons été témoins de la brutalité policière et de nombreuses violations des droits fondamentaux des travailleurs et des droits individuels au cours des derniers mois. Il va de soi que ces deux pôles du terrorisme font le jeu l'un de l'autre et imposent à la société des mesures régressives et oppressives.

Azar Majedi, 22 août 2016

Réponse à Azar Majedi : La peur et la «phobie» de l'islam ne peuvent, en aucun cas, être «justifiées» !

Dans le texte intitulé «La bataille du burkini. “Islamophobie”, “impérialisme culturel” ou sécularisme ?», Azar Majedi, une des représentantes du courant des communistes-ouvriers d'Iran et d'Irak² prend position contre l'interdiction du burkini par l'Etat français et développe une analyse plus générale de la lutte pour les droits des femmes³ et contre les discriminations (y compris celles qui visent musulmanes et musulmans), afin de définir ce qu'elle appelle une position «*progressiste et égalitaire*».

Le premier problème que pose cet article, comme en général les textes de ce courant, c'est qu'il ne pose aucune ligne de démarcation nette entre des concepts comme «islamique» (qui a au moins deux sens : 1. «lié à l'islam» ; 2. «conforme à la charia ou autorisé par elle»), «musulman» («personne dont la religion est l'islam») et «islamiste» («mouvement de réforme populaire préconisant la réorganisation de l'Etat et de la société conformément aux lois prescrites par l'islam⁴»), ce qui rend très difficile de comprendre la position d'Azar Majedi et de ses camarades communistes-ouvriers.

Ainsi elle dénonce un «mouvement islamique» dont le «voile» (pour elle, ce terme englobe le tchador, la burka, le niqab, le hidjab et le... burkini !) serait «l'étendard⁵».

² On trouvera de nombreux textes de ce courant sur le site mondialisme.org, traduits par mes soins ou par d'autres camarades, notamment dans la compil' n° 2 de *Ni patrie ni frontières, Islam, islamisme, «islamophobie»* (2008) sur les sites du groupe Initiative communiste ouvrière (<http://solidariteouvriere.info/> et <http://communisme-ouvrier.info/>) et de la Bataille socialiste (<https://bataillesocialiste.wordpress.com/le-communisme-ouvrier/>). Le site le plus complet est sans doute : <http://www.hekmat.public-archive.net/docIndexEnDT.html>. On lira avec profit l'article de Nicolas Dessaux, «Mansoor Hekmat, du marxisme révolutionnaire au communisme-ouvrier», publié dans le n° 11/12 de *Ni patrie ni frontières* en 2005.

³ A ce propos, il est curieux que Azar Majedi évoque dans son article l'interdiction du «voile» pour les mineures **musulmanes** mais ne mentionne pas les autres signes religieux ostensibles que portent les mineures et mineurs d'autres confessions en France. D'autant plus qu'elle est favorable à la fermeture des écoles religieuses en France («Islam politique contre laïcité», *Ni patrie ni frontières*, compil n° 2, p. 228) et que les communistes-ouvriers prévoient des poursuites pour maltraitance contre les parents qui donnaient une éducation religieuse à leurs enfants mineurs (cf. notamment dans le programme du Parti «Pour un monde meilleur» : «*Protection des enfants et des personnes de moins de 16 ans contre toutes les formes de manipulation matérielle et spirituelle par des religions et des institutions religieuses. Interdiction d'attirer des personnes de moins de 16 ans dans des sectes religieuses ou des cérémonies et des lieux religieux.*» (Cf. https://www.marxists.org/francais/hekmat/works/1994/07/hekmat_19940700.htm))

On a légitimement le droit de se demander pourquoi ces points ne sont pas mis en avant par les communistes-ouvriers et pourquoi ce qui est considéré comme de la maltraitance contre les enfants au Proche-Orient et au Moyen-Orient ne l'est pas en Europe pour toutes les institutions chrétiennes et juives qui bourrent le crâne des mineurs... Pourquoi ne s'intéresser qu'aux mineurs **musulmanes** en Europe alors qu'elles ne constituent qu'une minorité des mineurs endoctrinés par les «religions du Livre» dès le plus jeune âge ?

⁴ Ces trois définitions sont extraites et traduites de dictionnaires **anglophones** pour éviter que le débat ne dévie vers une discussion sémantique oiseuse sur le sens différent de ces mots en anglais et en français.

⁵ On retrouve (hélas !) une grande partie de l'argumentation d'Azar Majedi dans une interview de Catherine Kintzler publiée dans *Le Figaro*, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/08/26/31001-20160826ARTFIG00232-burkini-au-conseil-d-etat-le-probleme-n-est-pas-la-laicite-mais-l-islamisme.php>. On remarquera que, pour Kintzler comme pour Majedi, le principal outil de l'oppression des femmes en France semble aujourd'hui être le «voile». Je m'étonnerai toujours des indignations à géométrie variable des «féministes», quelle que soit leur orientation politique : si le «féminisme» consiste à défendre la dignité des femmes, alors quelle importance doit-on accorder à l'influence des publicités sexistes, des films pornographiques, des discriminations sexistes dans l'embauche et la promotion, du harcèlement sexuel dans la rue comme au travail, et des violences au sein des couples et des hommes contre les femmes ? Le «voile» des musulmanes pèse-t-il vraiment **plus lourd** dans ses effets négatifs sur la société française, ou les sociétés européennes, que tous ces phénomènes ? On me permettra d'en douter...

Tout d'abord en français comme en anglais, «islamique» et «musulman» sont presque synonymes, ce qui n'est pas le cas du mot «islamiste». «Islamiste» est synonyme, aujourd'hui en France, de partisan de l'islam politique (notion elle-même confuse⁶) ; de fondamentaliste (terme utilisé par les anglophones) ou d'«intégriste» (terme employé par les francophones) – voire même de djihadiste (terroriste) pour les plus obtus ou réactionnaires.

Considérer que tous les signes religieux dits «musulmans», ou «islamiques», ont la même signification dans tous les pays et dans toutes les situations politiques est évidemment une approximation grossière. Une telle désinvolture, ou un tel manque de précision, ne peut conduire qu'à des amalgames contre-productifs comme ceux contenus dans ce texte d'Azar Majedi.

C'est d'autant plus incompréhensible que, selon l'auteure, certaines femmes porteraient parfois le «voile» pour manifester leur «*opposition politique et leur protestation contre les puissances occidentales et Israël*» ! S'il s'agit d'un signe d'opposition politique («*progressiste*»), je suppose dans ce cas, aux yeux d'Azar Majedi le «voile» peut difficilement être réduit à un signe simplement «islamique» et encore moins «islamiste»...

L'auteure passe ensuite de la critique abstraite et intemporelle de l'influence «d'un mouvement islamique» international, à celle d'un «mouvement islamique réactionnaire», lui aussi international. Là encore, son point de vue n'est pas clair: si vraiment toutes les religions sont réactionnaires (sur ce point, au moins, nous sommes parfaitement d'accord) et en partie responsables des guerres et des massacres (Azar Majedi écrit que la religion et le nationalisme⁷ seraient «*responsables du meurtre et de la torture de millions et de millions de personnes*»), alors «islamique» et «réactionnaire» sont synonymes. Pourquoi donc accoler ces deux termes ?

Ou alors, Azar Majedi emploie ce terme redondant de «réactionnaire» parce qu'il existerait un mouvement islamique progressiste (traduire «*opposé aux puissances occidentales et à Israël*», toujours dans l'optique de l'auteure), différent du mouvement islamique «réactionnaire» ? Après tout, il existe des cathos de gauche et des partisans de la théologie de la libération qui partagent effectivement un certain «anticapitalisme» et le credo «anti-impérialiste» réactionnaire des nationalistes populistes du tiers-monde.... que critiquent justement Azar Majedi et ses camarades⁸ depuis des décennies. L'auteure et plus généralement ses camarades ne se livrent pas à ce type de différenciations subtiles, du moins dans leurs textes traduits en anglais donc je reste sur ma faim.

Mais les glissements (les ambiguïtés ?) d'Azar Majedi ne s'arrêtent pas là, puisqu'elle passe d'un mystérieux «mouvement islamique» international, à un non moins mystérieux «mouvement islamique réactionnaire» international, puis à un des «pôles» (sous-entendu «islamique», du moins je crois) du terrorisme et aux mouvements islamistes (dans lesquels elle range pêle-mêle les régimes iranien et même turc actuels, Al Qaida, les talibans, Daesh, etc.)

Visiblement, dans ce court article, l'auteure ne souhaite pas faire dans la nuance ni entrer dans les détails. Malheureusement, ce sont justement les «détails» qui comptent lorsqu'on veut combattre efficacement la propagande de la droite et de l'extrême droite et d'une partie de la gauche dite républicaine-laïque européennes contre l'islam et pour la «laïcité».

Aussi athées et matérialistes que nous soyons, notre hostilité à toutes les religions ne doit pas nous amener à tout confondre dans le champ politique : d'un côté, les prêtres et les catholiques brésiliens qui protégeaient les militants ouvriers et syndicalistes sous la dictature et, de l'autre, les très catholiques généraux qui organisaient leur persécution de 1964 à 1985 ; d'un côté, les catholiques qui cachaient des Juifs en Europe sous l'occupation allemande et, de l'autre, le pape Pie XII qui refusait de dénoncer le nazisme ; d'un côté, en Argentine, le futur pape François dit Bergoglio, militant péroniste actif et «provincial» (dirigeant suprême) de l'ordre des jésuites de 1973 à 1980, qui pactisait avec les militaires catholiques qui torturaient et tuaient les militants de gauche, et enlevaient leurs enfants, et, de l'autre, les curés voire même les jésuites qui cachaient des militants menacés de mort, durant les deux périodes récentes où l'armée argentine a exercé sa dictature (1966-1973 et 1976-1983) avec le soutien de l'Eglise catholique locale. Pas plus que nous ne pouvons confondre les écrits sincères d'un intellectuel chrétien partisan de la théologie de la libération et altermondialiste avec ceux d'un théoricien de l'Action française, quel que soit notre attachement au matérialisme athée et à une démarche rationaliste-scientifique.

Il en est de même pour les différents courants qui se réclament de l'islam ou du Coran. Nous ne pouvons pas tout mélanger, ni surtout affirmer, comme le fait Azar Majedi : «*Si quelqu'un se méfie de toute religion, y compris l'islam, ou se sent menacé par l'expansion de l'islam ou de n'importe quelle religion dans la société cela est complètement justifié.*»

⁶ Cf. cet article de Mansoor Hekmat, «Ascension et chute de l'islam politique» <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/2001-ascension-et-chute-de-lislam-politique/>

⁷ Curieusement, elle oublie de mentionner une des principales catastrophes du XX^e siècle : les crimes et meurtres de masse du stalinisme qui ne relèvent ni de la religion, ni du nationalisme (même si le nationalisme faisait partie intégrante de l'idéologie des régimes stalinien russe, chinois, cambodgien, etc.).

⁸ Cf., par exemple, ce texte de Mansoor Hekmat écrit en 1987 : https://www.marxists.org/francais/hekmat/works/1987/00/Nationalisme_de_gauche_et_communisme_de_classe_ouvriere.htm

Non, la «peur» (ou la phobie) de l'islam⁹ n'est jamais «justifiée» !!! Non, il n'y a aucune raison de tracer des liens automatiques entre islam, islam politique (sous différentes formes), fondamentalisme musulman, terrorisme djihadiste, République islamique d'Iran et régime d'Erdogan, et toutes les formes de «voile» portées par des musulmanes !!!

Ou alors il faudrait que des marxistes et des léninistes purs et durs, comme le sont les communistes ouvriers iraniens et irakiens, admettent que les œuvres de Marx, leur interprétation par Lénine et Mansoor Hekmat (principal théoricien du communisme ouvrier), les régimes staliniens, les Khmers rouges, le Sentier Lumineux et le Parti des travailleurs du Kurdistan, tout cela c'est la même chose puisqu'ils ont un point commun : la référence à Marx.

Azar Majedi ne tient aucun compte des problèmes nouveaux que posent la présence de minorités musulmanes en Europe, certains de ses membres étant issus directement de l'immigration maghrébine, africaine, proche ou moyen-orientale, d'autres étant nés en Europe, et d'autres encore étant des Européens «de souche» récemment convertis.

Elle ne tient aucun compte d'autres formes de religiosité chrétienne (extrêmement prosélyte) et juive (militante) qui posent eux aussi des problèmes sérieux en Europe car généralement les obscurantistes s'entraident entre eux, comme on a pu le vérifier lors des manifestations contre le mariage homosexuel.

J'avais, dans un texte de 2005, déjà exposé un peu mon opinion sur «L'essor de l'islam en France et ses conséquences politiques négatives pour les mouvements ouvrier et féministe»¹⁰ et j'ai essayé de reprendre ces questions après les attentats de 2015¹¹. Mais je constate que les camarades iraniens et irakiens, qui se réclament du communisme ouvrier et dont un bon nombre sont exilés depuis des décennies en Europe, continuent à raisonner comme si la France, l'Allemagne, ou le Royaume uni pouvaient être comparés à l'Iran, l'Afghanistan, l'Algérie ou la Turquie.

Ces camarades semblent ignorer que, en trouvant «justifiée» la peur de l'islam, ils s'engagent sur une pente très glissante. En effet, ce n'est pas la peur de «toutes les religions» qui monte en Occident, mais seulement la prétendue «peur» (je dirais plutôt la haine) de l'islam et des musulmans. Pourtant, le protestantisme est à l'offensive sur le plan politique non seulement aux Etats-Unis (au plus haut niveau de l'Etat) mais dans des pays du Sud comme le Brésil¹² et aussi dans plusieurs pays d'Afrique¹³.

Pourtant l'Eglise catholique interdit l'usage du préservatif en Afrique contribuant ainsi à l'expansion du Sida et au cortège de morts qui l'accompagne. Or, jamais les médias et les politiciens occidentaux ne dénoncent avec autant de violence et de constance les méfaits de l'influence politique de «l'expansion» du protestantisme hors du monde occidental, ou même en son sein, ni ceux de l'influence néfaste de l'Eglise catholique en Afrique ou en Amérique latine. Ni ceux de l'Eglise orthodoxe qui soutient à fond Poutine en Russie..

En n'établissant aucune différence conceptuelle entre «islamique», «musulman» et «islamiste» ; et en reprenant les thèmes de la peur et de l'expansion de l'islam, Azar Majedi et ses camarades¹⁴ ne font qu'ajouter de la confusion à celle déjà entretenue par tous les courants identitaires de droite ou de gauche.

Enfin, en expliquant que la «judéophobie» n'existerait pas (ou serait un concept inutile) et en sous-entendant que l'antisémitisme en Europe serait uniquement lié aux agissements colonialistes d'Israël (argument d'ailleurs soutenu par les... défenseurs du terrorisme djihadiste), ils montrent qu'ils ignorent même une donnée aussi élémentaire que les statistiques comparées des actes de violence «islamophobes» et «judéophobes» en Europe. Pour ce qui concerne la France, les communistes-ouvriers n'ont rien retenu des meurtres d'Ilan Halimi en 2006, des trois enfants juifs et de leur professeur en 2012 à Toulouse, et des quatre clients juifs de l'Hypercashier en 2015 à Paris. Pour ne pas mentionner les nombreuses victimes juives d'agressions physiques en France comme en

⁹ L'auteure, d'ailleurs, confond «peur» de l'islam et «phobie» de l'islam. Or, ce dernier terme désigne des **craintes irrationnelles et injustifiées** (une «*peur persistante, anormale et irrationnelle*» selon un dictionnaire anglophone, ou une «*crainte angoissante et injustifiée*» selon le *Larousse*). Je rappelle que les groupuscules d'extrême droite, Riposte Laïque et sa sœur jumelle Résistance républicaine, dont les dirigeants viennent en partie de l'UFAL (Union des familles laïques) où ils ont sévi pendant quelques années, ont justement un slogan «*L'islamophobie n'est pas un délit, c'est une opinion, c'est de la légitime défiance*», qui doit nous inciter à nous démarquer clairement de ces milieux pseudo-laïques.

¹⁰ Cf. Compil n° 2 de *Ni patrie ni frontières, Islam, islamisme, «islamophobie»*, 2008.

¹¹ Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 48-49 (2015) «1. **Prendre clairement et honnêtement position face aux religions et se situer face aux différentes attitudes du mouvement ouvrier à ce sujet**» et les articles suivants».

¹² Cf. par exemple «Ascension et déclin du pentecôtisme politique au Brésil» de Ari Pedro Oro <https://assr.revues.org/21887?>

¹³ Cf., parmi bien d'autres, ces deux articles : «Les enjeux du pentecôtisme africain» du jésuite Ludovic Lado, <https://www.cairn.info/revue-etudes-2008-7-page-61.htm> et «Cet évangélisme qui veut conquérir l'Afrique» de Cédric Mayrargue http://www.liberation.fr/planete/2016/02/25/cet-evangelisme-qui-veut-conquerir-l-afrique_1435804.

¹⁴ A ma connaissance, mais je peux me tromper, ne lisant pas le farsi, l'arabe et le kurde, ces positions floues et ambiguës sur l'islam sont partagées par la plupart des communistes-ouvriers.

Europe. Croient-ils sérieusement que ces meurtres et ces agressions soient uniquement liés à la Palestine et aux agressions colonialistes de l'armée israélienne ? L'antisémitisme aurait-il commencé en 1948 avec la fondation de l'Etat d'Israël ?

Ils ignorent que le comique-politicien d'extrême droite Dieudonné fait salle comble dans toute la France avec des spectacles antisémites et compte des centaines de milliers de fans sur les réseaux sociaux comme son compère le fasciste Alain Soral.

Ils ignorent qu'il existe une vieille tradition antisémite¹⁵ dans le mouvement ouvrier en Europe, et une très ancienne tradition judéophobe dans les religions catholique et protestante qui ont façonné la culture de l'Europe pendant vingt siècles, et dans l'islam qui a façonné les mœurs, les mentalités, la culture du Proche et du Moyen-Orient depuis quatorze siècles.

Il serait temps que ces camarades se penchent sérieusement sur les nouveaux problèmes posés par l'essor de l'islam et de toutes les religions dans le monde actuel, et particulièrement en Europe. Se réfugier derrière des discours généraux, intemporels, anhistoriques sur le «féminisme» et la «laïcité» ne sert à rien pour contrer l'offensive culturelle et politique menée par la droite et l'extrême droite en Europe. D'autant plus qu'une partie de la gauche gouvernementale européenne tient des discours de plus en plus nationalistes et xénophobes.

Les réunions entre démocrates bourgeois pour défendre la «laïcité» ne sont certainement pas des lieux que des communistes (fussent-ils des «communistes-ouvriers») devraient cautionner par leur présence comme le colloque organisé par l'A.I.M.E. le 30 octobre 2004 où un orateur «libertaire» accusa Mahomet d'être pédophile et un autre (islamiste repent) prôna une collaboration accrue entre tous les services secrets du monde, sans susciter la moindre réaction dans le public ; la réunion avec deux ex-ministres, Yvette Roudy et Corinne Lepage, le 6 avril 2006 sur «La liberté d'expression face à l'intimidation intégriste» ; ou en avril 2009, les «Rencontres Laïques Internationales». Pas plus que le «Manifeste des douze contre le nouveau totalitarisme» aux côtés d'intellos réactionnaires comme Bernard-Henri Lévy, Antoine Sfeir et Philippe Val en mars 2006. Initiatives toutes soutenues par des représentants du communisme ouvrier dont Azar Majedi.

Si l'on ne définit pas des positions politiques claires, si l'on ne s'intéresse pas aux problèmes concrets des travailleurs et travailleurs musulmans en Europe, plutôt que d'intervenir dans des réunions avec des intellectuels et des politiciens réactionnaires «laïques», il ne faudra pas s'étonner si les idéologies identitaires, de droite et de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche, occupent le devant de la scène et gagnent la bataille idéologique qu'ils ont entamée contre les partisans de l'égalité et de la lutte de classe.

Si cette bataille n'est pas déjà perdue...

Y.C., 27/9/2016

¹⁵ Cf. [Ni patrie ni frontières](#) n° [54-55 \(2016\)](#) : «**Antisémitisme DE gauche : définition et fonctions politiques.**»